



MISSION LOCALE DE LA HAUTE GIRONDE

Place Grasilier
33390 BLAYE
SIREN 388 567 281

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos au 31 décembre 2024

Aux membres de l'association MISSION LOCALE DE LA HAUTE GIRONDE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MISSION LOCALE DE LA HAUTE GIRONDE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- La note « Changement d'estimation » de l'annexe aux comptes annuels expose le changement d'estimation comptable relatif au calcul des fonds dédiés au titre des contrats intégrés dans le dispositif « Contrat Engagement Jeunes » en cours à la clôture de l'exercice. Dans le cadre de notre appréciation

des principes comptables appliqués par votre association, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ce changement et de la présentation qui en est faite.

- La note « Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les règles et méthodes comptables relatives au traitement des subventions d'exploitation et des fonds dédiés. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre association, nous avons contrôlé la conformité des options prises, la cohérence des hypothèses retenues, revu les calculs effectués et nous nous sommes assurés qu'une information appropriée était donnée en annexe.

- La note « Indemnité de départ à la retraite » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation d'une provision pour indemnités de départ à la retraite. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre association, nous avons contrôlé la cohérence des hypothèses retenues pour l'évaluation de ce passif, revu les calculs effectués et nous nous sommes assurés qu'une information appropriée était donnée en annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou

résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mérignac, le 12 juin 2025

Le commissaire aux comptes
@COM AUDIT, représenté par
Jérôme COUTAND

BILAN ACTIF

SA80022 - MISSION LOCALE DE LA HAUTE GIRONDE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			01/01/2023 au 31/12/2023
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilsations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	20 390,05	20 390,05		
Autres				
Immobilsations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilsations corporelles				
Terrains				
Constructions	347 090,90	17 412,57	329 678,33	1,00
Installations techn., matériel et outil. ind.				
Autres	175 057,73	112 259,07	62 798,66	63 609,29
Immobilsations corporelles en cours				31 941,09
Avances et acomptes	11 267,40		11 267,40	
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilsations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	2 997,50		2 997,50	786,12
Prêts				
Autres	15 057,51		15 057,51	12 632,01
TOTAL (I)	571 861,09	150 061,69	421 799,40	108 969,51
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	20 534,98	2 350,00	18 184,98	24 035,84
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	281 199,77		281 199,77	318 748,40
Valeurs mobilières de placement	82 171,67		82 171,67	79 778,32
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	688 614,03		688 614,03	700 517,35
Charges constatées d'avance	13 868,27		13 868,27	5 022,41
TOTAL (II)	1 086 388,72	2 350,00	1 084 038,72	1 128 102,32
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 658 249,81	152 411,69	1 505 838,12	1 237 071,83

BILAN PASSIF

SA80022 - MISSION LOCALE DE LA HAUTE GIRONDE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PASSIF	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	504 174,94	484 406,27
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	7 332,41	7 332,41
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	95 018,95	19 768,67
<i>Situation nette (sous total)</i>	606 526,30	511 507,35
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	37 362,75	40 230,66
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	643 889,05	551 738,01
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	147 012,78	210 161,60
TOTAL (II)	147 012,78	210 161,60
PROVISIONS		
Provisions pour risques	91 188,04	106 130,23
Provisions pour charges		
TOTAL (III)	91 188,04	106 130,23
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	220 702,58	
Emprunts et dettes financières diverses	10 933,81	10 576,28
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 490,42	45 874,06
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	281 738,94	250 049,30
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 647,87	
Autres dettes	50 734,63	53 542,35
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	3 500,00	9 000,00
TOTAL (IV)	623 748,25	369 041,99
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 505 838,12	1 237 071,83

COMPTE DE RÉSULTAT

SA80022 - MISSION LOCALE DE LA HAUTE GIRONDE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	210 065,91	189 812,33
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 757 220,97	1 664 723,54
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	37 507,88	32 137,17
Utilisations des fonds dédiés	206 516,82	186 526,88
Autres produits	34 780,36	35 723,67
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	2 246 091,94	2 108 923,59
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	496 470,35	463 196,11
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	106 981,90	102 594,22
Salaires et traitements	1 047 250,31	1 003 350,38
Charges sociales	324 132,01	296 390,50
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	35 675,74	24 678,10
Dotations aux provisions		27 798,88
Reports en fonds dédiés	143 368,00	202 275,00
Autres charges	5 842,42	9 411,28
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	2 159 720,73	2 129 694,47
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	86 371,21	-20 770,88
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	16,33	9,61
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	4 715,08	3 999,95
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	4 731,41	4 009,56
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	4 465,30	
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	4 465,30	
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	266,11	4 009,56

COMPTE DE RÉSULTAT

SA80022 - MISSION LOCALE DE LA HAUTE GIRONDE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	86 637,32	-16 761,32
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	4 350,00	41 828,09
Sur opérations en capital	12 292,91	11 069,05
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	16 642,91	52 897,14
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	7 773,77	15 779,30
Sur opérations en capital		587,85
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	487,51	
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	8 261,28	16 367,15
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	8 381,63	36 529,99
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	2 267 466,26	2 165 830,29
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	2 172 447,31	2 146 061,62
EXCÉDENT OU DÉFICIT	95 018,95	19 768,67
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	53 888,23	53 888,23
Bénévolat		
TOTAL	53 888,23	53 888,23
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	53 888,23	53 888,23
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	53 888,23	53 888,23
TOTAL	95 018,95	19 768,67

SA80022 - MISSION LOCALE DE LA HAUTE GIRONDE

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 1 505 838,12 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un excédent de 95 018,95 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

L'association a signé avec l'État une convention pluriannuelle d'objectifs, d'une durée de 2 ans allant du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2024, à effet de financer les coûts engagés par l'association dans le cadre du programme d'actions attaché au dispositif du « Contrat Engagement Jeunes. Pour l'année 2024, l'association a bénéficié d'une subvention de fonctionnement de **367 083 euros**. La prestation d'accompagnement des jeunes par l'association dure 6 mois minimum à partir de leur date d'entrée dans le dispositif. Si, à la clôture de l'exercice, la subvention n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice au titre de la prestation d'accompagnement, l'engagement pris par l'association envers les jeunes est inscrit en charges sous la rubrique « engagements à réaliser sur ressources affectées » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés ».

Dans ce contexte, et pour faire concilier le produit de la subvention avec les charges supportées par l'association (salaires, location de salle, prestataire...), l'association constitue des fonds dédiés en déterminant une clé de répartition pour chaque entrée en CEJ, en fonction de l'évaluation de la durée d'accompagnement ayant eu lieu sur ces douze mois et la part ayant lieu après ces douze mois. Ce calcul fait ressortir un taux estimé de fonds dédiés à 26%.

Au 31 décembre 2024, le montant de la subvention inscrite dans les comptes en lien avec ce dispositif s'est élevé à **555 575 euros** et les fonds dédiés correspondant s'élèvent à **143 368 euros**. Cette somme a été déterminée en considérant le nombre de jeunes entrés dans le dispositif en 2024 et la date de leur entrée.

Changement d'estimation

Dans le cadre du dispositif « Contrat Engagement Jeunes », l'association constitue des fonds dédiés en considérant, pour les contrats toujours en cours à la date de clôture, une estimation de la durée de l'accompagnement. Pour l'exercice clos le **31 décembre 2024**, l'association a utilisé pour la 1^{ère} fois un outil d'aide au calcul des fonds dédiés proposé par la plateforme I-MILO, outil d'interaction entre les missions locales, les services de l'État et les jeunes en accompagnement. Pour l'arrêté des comptes des exercices précédents, l'association utilisait un tableau EXCEL.

L'impact de ce changement d'estimation est évalué à **51 748€**.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31 décembre 2024 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement ANC n°2014-03 du juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 qui réforme le règlement CRC 99-01.

La Mission Locale de Haute Gironde est une association "Loi 1901" qui exerce une mission de service public pour aider à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans qui ont quitté le système scolaire sans solution.

Elle accueille environ 120 jeunes par an sur la Haute Gironde, qui compte 85 000 habitants. Afin d'être au plus près des besoins des jeunes, nous sommes présents au travers de huit antennes et de permanences hebdomadaires de proximité : St Ciers sur Gironde, Etauliers, St Savin, Blaye, Cagnac, Pugnac, Bourg sur

SA80022 - MISSION LOCALE DE LA HAUTE GIRONDE

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Gironde et St André de Cubzac.

Les champs d'intervention sont : l'orientation professionnelle, l'accès à l'entreprise, la formation professionnelle, l'aide à la mobilité, l'appui au logement et à la santé.

Les 38 salariés de la Mission locale sont des salariés de droit privé, effectuant une mission de service public, leur statut est régi par une convention collective.

Les financements proviennent des intercommunalités (Communauté de Communes de Blaye, Grand Cubzaguais, Communauté de Communes de l'Estuaire) , du Fonds de Solidarité du Logement, du territoire du Département de la Gironde, de la Région Nouvelle Aquitaine et de l'Etat.

Les membres associatifs de la Mission Locale sont des élus locaux et des structures représentant l'activité économique et sociale de la Haute Gironde.

FONDS DEDIES

Les comptes annuels des associations et fondations doivent être établis conformément au Plan comptable général, sous réserve des adaptations rendues nécessaires par leurs spécificités. L'une des principales adaptations concerne les fonds dédiés qui sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard (règlement CRC 99-01, art. 3).

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Option de traitement des charges financières :

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Option de traitement des charges financières :

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

SA80022 - MISSION LOCALE DE LA HAUTE GIRONDE

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Agencement et aménagement des constructions	10 ans
- Installations techniques	5 à 10 ans
- Matériel de Transport	3 à 5 ans
- Matériel de Bureau et Informat	3 à 5 ans
- Mobilier	5 ans

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

La valorisation des contributions volontaires en nature est déterminée par les éléments communiqués par les communes accueillantes, à défaut par une estimation du coût de location au m² par commune proratisée au nombre de jours de permanence.

Au 31.12.2024, aucune évolution n'a été faite sur la valorisation des mises à dispositions des locaux en l'absence de modification des paramètres d'occupations entre 2023 et 2024.

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A		IMMOBILISATIONS		V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations		
					suite à réévaluation	acquisitions	
INCORP.	Frais d'établissement et de développement		TOTAL				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles		TOTAL	20 390			
CORP.	Terrains					335 899	
	Constructions	Sur sol propre					
		Sur sol d'autrui					
		Inst. générales, agents & aménagts construct.	11 191				
	Installations techniques, matériel & outillage industriels						
		Inst. générales, agents & aménagts divers	67 849				
	Autres immos corporelles	Matériel de transport	100 423			31 258	
		Matériel de bureau & mobilier informatique	37 898			11 300	
	Emballages récupérables & divers						
	Immobilisations corporelles en cours			31 941			
	Avances et acomptes					11 267	
TOTAL				249 303		389 724	
FIN.	Participations évaluées par mise en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés			786		2 211	
	Prêts et autres immobilisations financières			12 632		3 140	
TOTAL				13 418		5 351	
TOTAL GENERAL				283 111		395 075	
CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine	
			par virt poste	par cessions			
INCORP.	Frais d'établissement & dévelop.		TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles		TOTAL			20 390	
CORP.	Terrains					335 899	
	Constructions	Sur sol propre					
		Sur sol d'autrui					
		Inst. gal. agen. amé. cons				11 191	
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.						
		Inst. gal. agen. amé. divers	26 981		40 868		
	Autres immos corporelles	Matériel de transport	39 574		92 107		
		Mat. bureau, inform., mobilier	7 114		42 083		
	Emb. récupérables & divers						
	Immobilisations corporelles en cours		31 941		11 267		
	Avances et acomptes						
TOTAL			31 941	73 669	533 416		
FIN.	Particip. évaluées par mise en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés				2 998		
	Prêts & autres immob. financières			714	15 058		
TOTAL				714	18 055		
TOTAL GENERAL			31 941	74 383	571 861		

(1) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		20 390			20 390
TOTAL		20 390			20 390
Terrains					
Constructions	Sur sol propre		6 221		6 221
	Sur sol d'autrui				
Inst. générales agen. aménag.		11 191			11 191
Inst. techniques matériel et outil. industriels					
Autres immobs corporelles	Inst. générales agencem. amén.	63 007	1 593	26 981	37 619
	Matériel de transport	56 318	17 716	28 243	45 792
	Mat. bureau et informatiq., mob.	23 235	7 796	2 183	28 849
	Emballages récupérables divers				
TOTAL		153 752	33 326	57 406	129 672
TOTAL GENERAL		174 142	33 326	57 406	150 062

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		DOTATIONS			REPRISES		
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immobs incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constr.	Sur sol propre						
	Sur sol autrui						
Inst. agenc. et amén.							
Inst. techn. mat. et outillage							
A. Immo. corp.	Inst. gales, ag. am div						
	Matériel transport						
	Mat. bureau mobilier inf.						
	Emballages réc. divers						
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							

CADRE C		Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler						
Primes de remboursement des obligations						

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABLEAU DES PROVISIONS

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissements				
	Provisions pour hausse des prix				
	Amortissements dérogatoires				
	<i>Dont majorations exceptionnelles de 30 %</i>				
	Pour prêts d'installation				
	Autres provisions réglementées				
TOTAL					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Prov. pour garanties données aux clients				
	Prov. pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Prov. pour pensions et obligations similaires	99 130		14 942	84 188
	Provisions pour impôts				
	Prov. pour renouvellement des immobilisations				
	Prov. pour gros entretien et grdes réparations				
	Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer				
	Autres provisions pour risques et charges	7 000			7 000
TOTAL		106 130		14 942	91 188
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations				
	- incorporelles				
	- corporelles				
	- Titres mis en équivalence				
	- titres de participation				
	- autres immobs financières				
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes clients				
	Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL					
TOTAL GÉNÉRAL		106 130		14 942	91 188
Dont provisions pour pertes à terminaison					
Dont dotations & reprises				14 942	
- d'exploitation					
- financières					
- exceptionnelles					
Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée					

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			utilisées	non utilisées	
Provisions pour litiges					
Prov. pour garanties données aux clients					
Prov. pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Prov. pour pensions et obligations similaires	99 130,23		14 942,19		84 188,04
Provisions pour impôts					
Prov. pour renouvellement des immobilisations					
Prov. pour gros entretien et grandes réparations					
Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	7 000,00				7 000,00
TOTAL	106 130,23		14 942,19		91 188,04

Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :

d'exploitation	14 942,19
financières	
exceptionnelles	

SA80022 - MISSION LOCALE DE LA HAUTE GIRONDE

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	15 058		15 058
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	2 350	2 350	
	Autres créances clients	18 185	18 185	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés	160	160	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 259	2 259	
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	coll. publiques			
	Taxe sur la valeur ajoutée	16 427	16 427	
	Autres impôts, taxes & versements assimilés	239 441	239 441	
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	22 503	22 503	
	Charges constatées d'avance	13 868	13 868	
TOTAUX		330 251	315 193	15 058
Renvois	(1) Montant			
	(2) des			
	(3) Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			
	Créances reçues par legs ou donations			

COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	13 868
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	13 868

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	259 987
Disponibilités	
TOTAL	259 987

TABLEAU VARIATION DES FONDS PROPRES

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Réserves					
Réserves statutaires ou contractuelles	484 406,27	19 768,67			504 174,94
Autres réserves	7 332,41				7 332,41
Excédent ou déficit de l'exercice	19 768,67		95 018,95	19 768,67	95 018,95
Subventions d'investissement	40 230,66		6 825,00	9 692,91	37 362,75
TOTAUX	551 738,01	19 768,67	101 843,95	29 461,58	643 889,05

SA80022 - MISSION LOCALE DE LA HAUTE GIRONDE

TABEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice montant global	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
FIPJ GENEAX	766,59					766,59	
KIT MENAGE	132,21					132,21	
CO BAFA	137,00					137,00	
SUBVENTION CEJ	202 275,00		202 275,00		143 368,00	143 368,00	
PSAD	6 850,80		4 241,82			2 608,98	
TOTAL	210 161,60		206 516,82		143 368,00	147 012,78	

ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES

TABEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Engagements	Exercice N	Exercice N-1
Sur apports		
Sur subventions de fonctionnement	143 368,00	202 275,00
Sur dons manuels		
Sur legs et donations		
TOTAL	143 368,00	202 275,00

CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

RÉPARTITION PAR AUTORITÉS ADMINISTRATIVES						
	Union européenne	État	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Subventions d'exploitation	67 019,00	1 112 150,45	438 162,52		139 889,00	1 757 220,97
	67 019,00	1 112 150,45	438 162,52		139 889,00	1 757 220,97

SA80022 - MISSION LOCALE DE LA HAUTE GIRONDE

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine	220 703	11 296	47 347	162 060
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)	10 934	10 934		
Fournisseurs & comptes rattachés	44 490	44 490		
Personnel & comptes rattachés	141 671	141 671		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	114 794	114 794		
Etat & Impôts sur les bénéfices				
autres Taxe sur la valeur ajoutée				
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	25 274	25 274		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés	11 648	11 648		
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	50 735	50 735		
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance	3 500	3 500		
TOTAUX	623 748	414 341	47 347	162 060

- Renvois
- (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice
- (1) Emprunts remboursés en cours d'exer.
- (2) Montant divers emprunts, dett/associés

220 000

COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	3 500
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	3 500

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	703
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 055
Dettes fiscales et sociales	193 682
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	1 277
TOTAL DES CHARGES À PAYER	210 717

ENGAGEMENTS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 84 188,04 Euros.

Cet engagement a été comptabilisé.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

Taux d'actualisation 3,35 %

Table de mortalité INSEE 2025

Taux de rotation

faible

Une reprise de provisions de 14 942.19€ a été comptabilisée.

ENGAGEMENTS DONNÉS

	Autres	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Montant
Effets escomptés non échus						
Cautionnements, avals et garanties donnés par la société						
Engagements assortis de sûretés réelles						
Intérêts à échoir						
Assurances à échoir						
Autres engagements donnés :						
Contrats de crédits-bails						
Contrats de locations financement						
Hypothèque conventionnelle non rechargeable	220 000					220 000
TOTAL (1)	220 000					220 000
	Autres	Dirigeants	Provisions			Montant
Engagements en matière de pensions	84 188					84 188
TOTAL	304 188					304 188

HONORAIRES VERSÉS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

COMMISSAIRES AUX COMPTES**MONTANT DES HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES**

	Exercice	Exercice N-1
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :	6 600	6 300
TOTAL	6 600	6 300

LES EFFECTIFS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

RÉMUNÉRATIONS DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES AUX MEMBRES	Montants
Organes d'administration	123 246
Organes de direction	
Organes de surveillance	

LES EFFECTIFS

	31/12/2024	31/12/2023
Personnel salarié :	31,32	31,52
Ingénieurs et cadres	3,00	3,00
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens	28,32	28,52
Ouvriers		
Personnel mis à disposition :		
Ingénieurs et cadres		
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens		
Ouvriers		

COMMENTAIRE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

L'association a signé avec l'Etat une convention pour une durée de 2 ans, à effet de financer les coûts engagés par l'association dans le cadre du programme d'actions attaché à la démarche "Garantie Jeunes". Cette convention a été signée le 20 décembre 2022 et est entrée en vigueur le 1er janvier 2023.

L'entrée en vigueur du Contrat d'Engagement Jeune (CEJ) et, concomitamment la mise en extinction de la Garantie Jeunes (GJ) à compter du 1er mars 2022 a conduit à modifier le modèle de financement du réseau des Missions Locales.

